

Participer sans protester. Les logiques de l'engagement situé au sein du mouvement Reclaim the City au Cap

Margaux De Barros

DANS **CRITIQUE INTERNATIONALE** 2023/1 (N° 98), PAGES 31 À 51
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724640205

DOI 10.3917/criti.098.0031

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2023-1-page-31.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Participer sans protester. Les logiques de l'engagement situé au sein du mouvement Reclaim the City au Cap

par Margaux De Barros

Woodstock, Le Cap, 26 septembre 2018, 19 heures. Une centaine d'habitants expulsés de leurs logements et occupants de l'ancien hôpital de Woodstock assistent à la réunion hebdomadaire du mouvement social Reclaim the City (RTC). Soraya¹, une des *leaders* qui mènent la réunion, annonce la prochaine manifestation et souligne la nécessité d'une mobilisation massive. Une autre, Fatima, l'interrompt, et sur un ton plus offensif reproche aux habitants leur manque d'assiduité aux activités militantes : « Nous avons besoin d'être ensemble, nous ne pouvons pas nous battre seuls ! Vous êtes les occupants, pas nous. Donc, au moins, donnez votre avis et participez ! Venez aux piquets et aux autres actions qu'on prévoit. Ne dites pas que vous allez venir et ensuite vous ne venez pas, s'il vous plaît, venez ! »². Les habitants sollicités à participer évoquent rapidement les problèmes inhérents à leur lieu de vie qui les détournent des enjeux militants.

Cette discussion, qui s'est tenue lors d'une assemblée d'habitants mobilisés contre les expulsions, pointe l'enjeu principal de mon étude qui est de comprendre pourquoi, en dépit d'expériences et de propriétés sociales et économiques similaires, les habitants s'impliquent de façon inégale dans le mouvement social dont

1. Les prénoms des enquêtés ont été modifiés pour garantir leur anonymat.

2. Je traduis les citations et extraits d'entretiens.

ils font partie. En somme, pourquoi certains d'entre eux optent pour une simple adhésion de façade tandis que d'autres dédient une grande partie de leur temps à l'organisation ?

En décembre 2018, au Cap, plus de 900 personnes expulsées de leurs logements vivent dans un ancien hôpital public régulé par le mouvement social Reclaim the City. Née en 2016 et composée d'habitants expulsés du quartier de Woodstock qui fait l'objet d'un processus de gentrification, l'organisation lutte pour la fin des expulsions locatives et pour la construction de logements sociaux à proximité du centre-ville. L'occupation d'un ancien hôpital public par le mouvement est une réponse au désengagement des pouvoirs municipaux, réticents à adopter des mesures (construction de logements sociaux, encadrement des loyers) garantissant aux résidents de pouvoir se maintenir sur place. Les représentants de RTC prennent en charge le relogement des habitants et se mobilisent pour obtenir des pouvoirs publics la construction de logements sociaux dans le quartier. Pour intégrer l'occupation, les habitants doivent s'affilier au mouvement et signer sa constitution, laquelle les oblige à respecter des règles de bonne conduite, à s'engager et à participer aux activités militantes. S'ils dérogent aux normes fixées par ladite constitution, ils font l'objet de sanctions qui peuvent aller d'un simple rappel à l'ordre à la parution devant un conseil disciplinaire ou à l'exclusion. La superposition de la sphère du voisinage et de celle du militantisme implique une forte contrainte sociale sur les membres du groupe. Ceux-ci sont presque constamment soumis au regard de leurs voisins qui sont aussi leurs « camarades ». L'ensemble de leurs activités sont soumises aux jugements moraux et aux opinions d'autrui. La coprésence permanente accentue le contrôle social, qui s'exerce autant dans le cadre du militantisme qu'à l'extérieur.

Pour les *leaders*, seule la mobilisation massive des résidents est en mesure d'infléchir la position de la municipalité sur les expulsions qui affectent les quartiers populaires. Le manque de ressources des résidents rend d'autant plus décisive et indispensable leur mobilisation en nombre. Cependant, malgré les injonctions à participer, seule une poignée d'habitants se mobilisent lors des événements protestataires organisés en dehors des murs de l'occupation. Même si la participation à ces actions militantes (manifestations de rue, occupations temporaires) est prescrite par les organisateurs, nombreux sont ceux qui se tiennent en retrait. Comment une telle attitude est-elle rendue possible alors que le contrôle social, étroit et quasi permanent, exercé à la fois par le groupe et par le voisinage, vise à limiter et à réprimer ce type de comportement ?

Pour comprendre cette prise de distances vis-à-vis des activités militantes, j'ai opté pour une approche interactionniste. L'analyse en termes de carrière semble la plus pertinente pour « comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant

ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie »³. Il s'agit donc d'identifier les dispositions sociales⁴ à la source de l'engagement militant, tout en prenant soin d'insérer celui-ci dans les multiples sphères de vie⁵, conjugale, du travail ou des loisirs, qui composent l'existence de l'individu. Plusieurs chercheurs ont eu recours à cette approche pour explorer les ressorts de l'engagement, de son maintien⁶ ou du désengagement, mais rares sont ceux qui s'en sont saisis pour examiner un engagement limité. Retracer les étapes d'une carrière individuelle prend tout son sens dès lors qu'on les replace dans leur conjoncture économique et politique spécifique⁷. Il importe ainsi de saisir la façon dont le contexte post-apartheid, encore fortement marqué par les inégalités sociales et raciales, façonne et module l'engagement militant⁸. Certes, l'engagement intense de *leaders* locaux et de résidents engagés au sein des mouvements de quartier sud-africains a été étudié⁹, mais les types d'engagements faibles ou limités, qui sortent du cadre visible et parfois spectaculaire des contestations de rue, demeurent peu explorés¹⁰. J'ajoute que, si elle est centrée sur une compréhension des logiques de l'engagement militant, cette étude accorde également une attention particulière à la question du logement, les trajectoires individuelles, jalonnées d'expériences traumatiques d'expulsions, ayant des conséquences sur le degré d'investissement des habitants.

Les parcours biographiques seront complétés par des passages ethnographiques pour comprendre *in situ* comment s'engagent les individus. L'examen des subjectivités à travers une approche sur les carrières est combiné à une analyse ethnographique des conditions interactionnelles qui participent à la fabrication de l'engagement. Les rapports sociaux localisés, caractérisés par la promiscuité, peuvent en effet contribuer à l'intégration différenciée des dispositions militantes.

3. Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 201.

4. Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11 (1), 2005, p. 157-188.

5. Florence Passy, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie. Une analyse phénoménologique des dynamiques de désengagement », dans O. Fillieule, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 111-130.

6. Alban Jacquemart, « Les hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010). Sociologie d'un engagement improbable », thèse en sciences sociales, École des hautes études en sciences sociales, 2011 ; Johanna Siméant-Germanos, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 47-72 ; Muriel Darmon, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 82 (2), 2008, p. 149-167 ; Stéphanie Dechezelles, « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009, p. 29-50.

7. Christian Corouge, Michel Pialoux, Julian Mischi, « Engagement et désengagement militant aux usines Peugeot de Sochaux dans les années 1980 et 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197 (1-2), 2013, p. 20-33.

8. Richard Ballard, Adam Habib, Imraan Valodia, *Voices of Protest: Social Movements in Post-Apartheid South Africa*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press, 2006.

9. Jérôme Tournadre, « "Je suis un activiste à temps plein". Militantisme et sens de la communauté dans une township sud-africaine », *Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe*, décembre 2020, en ligne.

10. Steven Robins, « Slow Activism in Fast Times: Reflections on the Politics of Media Spectacles after Apartheid », *Journal of Southern African Studies*, 40 (1), 2014, p. 91-110 ; Steven Friedman, *Power in Action : Democracy, Citizenship and Social Justice*, Johannesburg, Wits University Press, 2018.

Les subjectivités des habitants sont ainsi travaillées par les relations sociales de voisinage et de militantisme qu'il importe de prendre en compte. J'explore ici ce que j'appelle l'« engagement situé » d'une majorité d'habitants, c'est-à-dire une attitude caractérisée par une participation limitée aux activités militantes. Les habitants concernés n'ont jamais été engagés dans l'action collective auparavant, il s'agit donc de leur première immersion au sein d'un collectif militant. Par ailleurs, l'un des principaux critères discriminants de l'engagement situé est l'absence de ces personnes lors des événements externes au mouvement, absence compensée par leur investissement au sein de l'occupation.

Mon analyse est fondée sur les résultats d'une enquête ethnographique menée durant quatre mois en 2018 et 2019 auprès des habitants de l'occupation et principalement constituée d'observations de réunions et d'entretiens ou d'instantanés partagés au quotidien avec ces habitants. Mon immersion dans l'occupation et ma participation aux actions protestataires m'ont permis de me faire une place au sein du groupe. Je préférais me maintenir à distance lors des réunions afin de produire le moins d'interférences possibles. En dehors des activités du mouvement social, mes journées consistaient à fréquenter les enquêtés au sein de l'occupation et à l'extérieur, réduisant ainsi la distance pratiquée en réunion. Certains habitants portaient parfois un regard suspicieux sur l'entretien, qu'ils prenaient pour un interrogatoire, et pensaient que j'étais mandatée par l'organisation pour contrôler leurs activités. D'emblée, j'ai veillé à souligner que mon enquête était indépendante d'une quelconque institution militante.

J'observerai tout d'abord que, en raison de leurs trajectoires résidentielles chaotiques, les habitants à l'engagement situé cherchent avant tout à améliorer leur quotidien. J'analyserai aussi en quoi leur socialisation politique, façonnée par des logiques raciales, les détourne des enjeux politiques promus par le mouvement social. Je montrerai ensuite, par le biais d'analyses ethnographiques, que la mise à l'écart des actions militantes est rendue possible grâce à des arrangements permettant à chacun de préserver une bonne image de soi.

Sphères de vie et socialisations politiques contradictoires : les facteurs de l'engagement situé

Le fait d'adhérer à RTC ne signifie pas nécessairement pour les membres de l'occupation qu'ils sont prêts à consacrer leur temps à l'organisation en y participant activement. L'agrégation des individus dans l'occupation répond d'abord à une logique d'assistance, à laquelle se superpose ensuite la logique de mobilisation. Néanmoins, comme cela a été observé auprès de plusieurs enquêtés, l'ouverture à la sphère militante n'est pas systématique. Face aux tensions que celle-ci peut générer, compte tenu des injonctions de l'organisation, nombreux

sont ceux qui préfèrent privilégier d'autres aspects de leur vie, notamment leurs obligations familiales, mises à mal antérieurement par les expulsions successives.

Prioriser d'autres sphères de vie

Monica¹¹ a 37 ans, elle est née à Mouille Point, dans le centre du Cap, d'une mère blanche et d'un père métis. Elle n'a jamais connu son père. Sa mère était ouvrière dans une usine textile. Enfant, elle a vécu chez sa grand-mère à Salt River, avec les 11 membres de sa famille, mais l'année de ses 12 ans, la maison que sa grand-mère louait depuis quarante-six ans a été vendue à des investisseurs étrangers et la famille a été expulsée. Monica me décrit ce logement avec tendresse et nostalgie. Il renvoie à une période heureuse de sa vie, un âge d'or où les moments de convivialité étaient nombreux. Après l'expulsion, la famille s'est dispersée. Monica a déménagé avec sa mère à Woodstock, dans un endroit « froid et triste ». En difficulté sur le plan scolaire, elle a quitté l'école à 14 ans et a travaillé comme grossiste dans le textile. Elle décrit ces deux années comme un moment de rupture et une période agitée. Quatre ans après leur déménagement, sa mère et elle ont été à nouveau expulsées. Le propriétaire, sensible au fait qu'elles étaient, comme lui, musulmanes, les a recommandées à un propriétaire de Brooklyn, mais une fois installée dans ce nouveau quartier, Monica s'est sentie désorientée parce qu'elle n'y connaissait personne. De plus, elle était en conflit avec son beau-père, qui a fini par la mettre à la porte. À 16 ans, elle a alors rejoint Salt River où elle s'est installée dans la famille de Ahmed, son petit ami. Lorsque l'oncle de Ahmed a vendu la maison, le couple a déménagé à Maitland dans une pièce qu'ils louaient 3 100 rands (environ 168 euros) par mois. Monica a eu deux enfants avec Ahmed. Elle est devenue caissière dans une boutique Zara et gagnait alors 3 800 rands (environ 205 euros) par mois. Si elle complétait ce revenu par quelques heures de travail « au noir » dans une boutique d'achat d'or, elle peinait à joindre les deux bouts, d'autant que son mari, en recherche d'emploi, lui dérobaient ses économies pour acheter des comprimés de méthamphétamine. Entre les frais d'inscription à l'école, le loyer, et les trajets pour se rendre à son travail en centre-ville, elle n'arrivait plus à nourrir ses enfants (« du pain et du beurre tous les jours ») et à les vêtir « décentement ». La précarité résidentielle et l'instabilité conjugale ont fait qu'elle a perdu son travail. À 25 ans, elle s'est séparée de Ahmed après une longue période de violences conjugales et parentales. Elle et ses enfants se sont alors retrouvés à la rue, ballotés entre divers lieux. Elle semble gênée d'évoquer ces souvenirs devant son fils Falal, âgé de 10 ans et présent dans la pièce : « Il n'y avait pas vraiment d'endroit où aller. Je devais marcher, enfin avec lui [elle le montre du doigt]. Je n'aime pas qu'il connaisse mes affaires et ces

11. Entretien réalisé le 7 octobre 2018, au domicile de Monica dans l'occupation.

trucs-là... On n'est jamais restés au même endroit plus d'un an, on a toujours dû bouger entre plusieurs endroits ». Elle a ensuite rencontré Jack et s'est installée avec lui à Salt River. Leur fille est née en 2012. Un an plus tard, le propriétaire a tenté de les expulser en leur coupant l'électricité. La chambre était trop étroite pour cinq et ils ne pouvaient plus s'éclairer qu'à la bougie. Ils ont alors décidé de louer une chambre plus vaste pour 3 500 rands (environ 204 euros) par mois. Trois ans après, ils ont été de nouveau expulsés. Sur les conseils de voisins de Woodstock, ils ont assisté à une réunion de l'Advice Assembly et ont intégré l'occupation deux mois plus tard.

Depuis son installation, Monica dispose enfin d'un logement stable. Elle en profite pour reconstruire un quotidien plus apaisé, puisque libéré de la contrainte locative. Améliorer ses conditions de logement et pouvoir rester au même endroit pour élever ses enfants deviennent ses priorités. Ayant perdu son travail, elle vend des biscuits à l'intérieur de l'occupation. Son commerce est balbutiant et la concurrence est rude. En effet, plusieurs femmes au sein de l'occupation exercent informellement les métiers de gardes d'enfants ou d'employées de commerce. Ces activités réalisées sur place leur permettent de concilier l'ensemble de leurs principales sphères de vie, affectées pendant plusieurs années par des expulsions successives.

Comme de nombreux occupants dont le temps et l'énergie sont happés par la vie domestique, Monica ne participe pas aux manifestations. Elle dit ne pas pouvoir y aller, parce qu'elle n'a pas assez d'argent pour y désaltérer et nourrir ses enfants. Les revenus intermittents de son époux et l'allocation pour les femmes célibataires et sans emploi qu'elle reçoit de l'État (440 rands, soit environ 22,50 euros, par enfant et par mois) sont insuffisants et la placent dans une situation économique difficile. De nombreux ménages dans l'occupation sont tenus par des femmes qui consacrent l'essentiel de leur temps à la vie domestique, et n'envisagent pas de participer à une activité militante, perçue comme chronophage et trop coûteuse. Comme dans d'autres milieux populaires¹², pour atténuer le stigmate et la disqualification qu'elles subissent au quotidien et obtenir le respect de leur entourage, ces femmes se conforment à un rôle valorisé dans leur milieu social, celui de « bonne mère » et de cheffe de famille.

L'absence des hommes, due à un phénomène de monoparentalité très répandu, génère des représentations qui veulent que les femmes se dévouent totalement à leur foyer, posture qui conduit à normaliser à la fois la démission du père (ou beau-père) et la surcharge domestique et économique des mères. Ces femmes ne se retirent pas pour autant totalement des activités liées à l'organisation : elles tentent de conjuguer tant bien que mal vie domestique et activités collectives de

12. Beverley Skeggs, *Des femmes respectables : classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone, 2014 ; Elaine R. Salo, *Respectable Mothers, Tough Men and Good Daughters: Producing Persons in Manenberg Township South Africa*, Mankon, Bamenda, Langaa Research & Publishing CIG, 2018.

voisinage au sein de l'occupation, à la fois pour préserver leur foyer et leur image au sein du groupe.

Née en 1976, Mavis¹³ n'a pas connu la trajectoire chaotique de Monica. Sa mère était femme de ménage et son père manutentionnaire pour l'entreprise Nestlé. Elle a vécu en location pendant quarante ans dans le même logement de Salt River, avec ses parents, jusqu'à leur décès, son conjoint et leurs quatre enfants. Divorcée depuis 2011, elle les élève désormais seule. Elle a quitté l'école à 16 ans et travaille depuis vingt ans comme vendeuse dans une boulangerie de Sea Point. Elle gagne environ 5 000 rands (environ 252 euros) par mois. La période qui a précédé son départ de Salt River, a été pour Mavis très difficile. Ses nouveaux propriétaires, installés dans l'appartement situé en dessous du sien, ont augmenté le loyer, gonflé le montant des factures d'électricité, et menacé de la déloger. Comme elle n'avait pas payé ses factures à temps, ils ont verrouillé l'accès à son logement et intercepté ses enfants, leur demandant où se trouvait leur mère. Ils ont contraint sa fille à la contacter par téléphone pour qu'elle rentre sur le champ afin de payer ses dettes. Mavis a répondu à l'appel, mais elle ne pouvait pas quitter son poste. À son retour du travail, elle a retrouvé sa fille que les propriétaires avaient fini par relâcher, mais l'inquiétude et l'humiliation provoquées par cette manœuvre d'intimidation l'ont profondément perturbée dans son travail. Peu de temps après, elle a reçu une notification d'expulsion lui indiquant qu'elle avait trois mois pour quitter son logement. Submergée par l'anxiété, deux semaines après la réception de cette lettre, elle a fait un infarctus dont elle attribue la cause à ces événements.

Acceptée dans l'occupation, Mavis peut désormais s'occuper de ses enfants et exercer son métier dans des conditions plus paisibles. Elle ne plus ne prend pas part aux manifestations. Par manque de temps d'abord, par crainte de la répression policière ensuite, mais aussi, et même si elle est attentive aux questions soulevées par RTC sur le quotidien au sein de l'occupation, parce qu'elle n'adhère pas aux discours militants prononcés par les cadres du mouvement lors des réunions. En fait, la pratique du squat étant dévalorisée socialement¹⁴, elle perçoit sa présence à Woodstock comme une dégradation de sa condition sociale. C'est pour elle une simple étape dans sa recherche d'un autre appartement aux alentours, et sous prétexte que sa situation est temporaire, elle m'avoue ne pas en avoir parlé à sa famille élargie. S'investir publiquement dans le mouvement signifierait rendre publique sa condition d'occupante, ce qu'elle n'est pas prête à faire. Refusant l'étiquetage embarrassant et connoté d'occupante, elle se tient à distance des occupants et se préserve de toute intrusion extérieure.

Les exemples de Monica et de Mavis illustrent les difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses mères de famille habitant l'occupation. Leurs

13. Entretien réalisé le 7 octobre 2018, au domicile de Mavis dans l'occupation.

14. Florence Bouillon, *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, PUF, 2009.

parcours de vie chaotiques, les expulsions traumatisantes et les charges domestiques, professionnelles et parentales qui pèsent sur leur quotidien entravent une participation au mouvement qui dépasserait les murs de l'occupation. Elles préfèrent se consacrer à la reconstruction d'un quotidien plus apaisé, ce que leur permet la gratuité de leur logement au sein de l'occupation.

Une socialisation politique contradictoire

En fréquentant l'occupation quasi quotidiennement, je m'aperçois que de nombreux habitants n'ont pas d'affinité idéologique avec les discours politiques de RTC. Certes, ils affirment leur soutien au mouvement et leur gratitude à son égard, du fait notamment de ma présence, mais la plupart d'entre eux désapprouvent les opinions politiques défendues par certains cadres et votent pour la Democratic Alliance (DA), qui est à la tête de la municipalité du Cap depuis 2004. Principal opposant à l'ANC¹⁵, ce parti conservateur est fréquemment fustigé par les militants les plus actifs de Reclaim the City.

Sachant que les organisateurs du mouvement désapprouvent fortement le vote DA, les habitants de l'occupation veillent à ne pas afficher leurs opinions politiques. Parce que je suis parvenue à la mettre en confiance, Mavis m'avoue qu'elle vote pour le parti au pouvoir au Cap, de même que Monica, qui éprouve toutefois moins de difficultés à admettre sa fidélité à la Democratic Alliance, et explique son comportement électoral par un simple effet de mimétisme : « Comme beaucoup de gens ici et comme ma famille et mes amis ». De fait, la plupart des habitants votent pour la DA. Cet attachement politique, contre lequel se mobilise le mouvement social dont ils font partie, peut-il dès lors entraver un engagement militant poussé au sein du groupe ? Pour répondre à cette question, j'ai analysé la socialisation politique des habitants de l'occupation, celle-ci étant étroitement façonnée par leur appartenance raciale.

La socialisation peut être définie comme « l'ensemble des processus par lesquels la société construit les individus et l'ensemble des apprentissages qui les font devenir qui ils sont »¹⁶. La socialisation politique traduit l'intégration par les individus de façons de penser, de représentations et de préférences politiques acquises par transmission familiale, et ce dès l'enfance (socialisation primaire), puis par l'appartenance à divers espaces sociaux tels que le couple, les amis, les relations de loisirs, de voisinage, de travail, ou dans le cadre d'une pratique religieuse (socialisation secondaire). Le paradigme de la socialisation politique, fréquemment mobilisé pour expliquer les processus d'engagement, demeure

15. Ancien mouvement de lutte contre l'apartheid, l'African National Congress (ANC), parti social-démocrate, est au pouvoir depuis 1994.

16. M. Darmon, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016.

sous-investi lorsqu'il s'agit de comprendre les dynamiques conduisant à la prise de distance vis-à-vis du collectif.

Pour Daniel Gaxie, l'appétence pour les questions politiques dépend du degré d'instruction¹⁷, l'école permettant d'acquérir indirectement des compétences et des savoirs relatifs aux problèmes politiques. La majorité des individus interrogés dans l'occupation ont suivi un enseignement secondaire, mais n'ont pas terminé leur cursus. S'il peut expliquer des formes d'autocensure de l'expression politique, le niveau d'instruction limité ne permet pas de saisir pourquoi, à niveau d'éducation égal, certains s'investissent plus que d'autres au sein du collectif. Je souhaite montrer que la socialisation politique, indissociable de l'apprentissage d'une appartenance à un groupe racial spécifique, peut conduire certains individus à adopter des comportements politiques qui contredisent ceux du mouvement social. Il est donc indispensable de faire un détour par la période de l'apartheid pour comprendre comment la socialisation politique de nombreux Métis est largement configurée par les paramètres raciaux et sociaux.

En Afrique du Sud, l'appartenance raciale et sociale constitue la matrice des socialisations politiques, primaire et secondaire. Pour les individus nés avant les années 1990, les catégorisations raciales et sociales opérées par le régime de l'apartheid ont été intériorisées dès le plus jeune âge. Les enfants devaient au quotidien respecter les règles et contraintes de la hiérarchie raciale établie par le régime. Plusieurs enquêtés étiquetés comme *Coloureds* rappellent ainsi qu'ils ont pris très tôt conscience de leur situation intermédiaire de Métis, à la fois inférieurs aux Blancs et supérieurs aux Noirs. Leur socialisation s'est exercée dans un relatif entre-soi, par la mise à distance des catégories noires dévalorisées et l'intériorisation d'une supériorité des Blancs. Signe de cette socialisation précoce, mais durablement incorporée, certains Métis de l'occupation vantent leur proximité culturelle avec les Blancs, au nom d'une langue, l'*afrikaner*, et/ou d'une religion, le protestantisme, partagées avec ces derniers. Comme l'observe Florence Johsua¹⁸ à propos des militants d'extrême gauche passés par des organisations juives sionistes, la fréquentation de groupes communautaires et homogènes conforte le sentiment d'entre-soi et alimente la socialisation politique. En Afrique du Sud, ce sentiment a été renforcé par l'étanchéité des rapports entre les catégories raciales dans la totalité des espaces sociaux.

Les dispositions juridiques mises en place par le régime de l'apartheid pour favoriser l'emploi des Métis (voté en 1957, le *Coloured Labour Preference Act* exigeait l'emploi prioritaire de Métis par rapport aux Noirs dans les activités économiques), ainsi que les tentatives répétées des élites et de la petite bourgeoisie

17. D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

18. Florence Johsua, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », dans Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 25-67.

métisses pour être acceptées parmi les dominants dans une visée assimilationniste, ont renforcé le sentiment d'appartenance à un groupe tiraillé car positionné à proximité des dominants Blancs et à distance des Noirs. Tout au long de la période de l'apartheid et du fait de leur faiblesse numérique à l'échelle du pays, les Métis ont exercé une influence mineure sur le régime suprématiste, et ce même au Cap où ils représentaient pourtant près des deux tiers de la population.

Contrairement à une partie de la population noire mobilisée dans les *townships* au cours des années 1980, les Métis sont peu socialisés à l'action politique protestataire¹⁹. Voyant poindre la fin de l'apartheid, leur statut intermédiaire et l'insécurité qu'il générerait leur ont fait craindre la perte des menus privilèges dont ils disposaient sous le régime. Constamment relégués au second rang, ils redoutaient d'être dominés par la majorité noire. Hormis les cas minoritaires d'individus instruits et politisés engagés auprès de l'ANC – en l'occurrence certains *leaders* de RTC –, les élites métisses ont rejeté ce parti et tenté d'utiliser la ségrégation à leur avantage, en réclamant l'octroi d'une citoyenneté parmi les dominants Blancs. Au début des années 1990, ils ont vu d'un mauvais œil les contestations qui agitaient le pays et redouté les violences politiques qui en découlaient. Le Parti national (PN), à l'origine de l'apartheid et resté au pouvoir de 1948 à 1994, a capitalisé les craintes d'une guerre civile et d'un déclassé social en agitant le spectre du chaos et d'un péril noir. Dès sa création en 2002, et malgré son caractère « non raciste », la Democratic Alliance, composée d'anciens dignitaires du PN, a exploité à son tour les catégories raciales et mobilisé ce même type de discours sécuritaire dans le but de gagner les élections.

Si la fin de l'apartheid a constitué un tournant décisif, les Métis sont nombreux à en minimiser la portée et à affirmer que leur situation n'a pas changé, voire qu'elle a empiré²⁰. La hausse du chômage et l'embauche de nombreux travailleurs noirs dans l'ensemble des secteurs économiques formels pour répondre aux injonctions de discrimination positive alimentent leurs sentiments de frustration et de dépossession²¹. La défiance vis-à-vis de l'ANC s'est d'ailleurs renforcée à partir de la fin des années 2000 avec le mandat de Jacob Zuma et la révélation de plusieurs scandales de corruption.

Le sentiment d'injustice ressenti par les Métis est fédérateur, et voter pour la DA, qui a su l'instrumentaliser, est pour eux un moyen d'affirmer leur poids

19. Mohamed Adhikari, *Not White Enough, not Black Enough: Racial Identity in the South African Coloured Community*, Athens, Ohio University Press, 2005, p. 18.

20. Servaas van der Berg et Megan Louw ont montré qu'entre 1990 et 2000 le taux de pauvreté des Métis a augmenté alors qu'il reculait pour l'ensemble des autres groupes raciaux. Servaas van der Berg, Megan Louw, « Changing Patterns of South African Income Distribution: Towards Time Series Estimates of Distribution and Poverty », working paper, Department of Economics and Bureau for Economic Research, Stellenbosch University, 2003.

21. Myriam Houssay-Holzschuch, « Les Métis au Cap : étude de deux problèmes identitaires », *Espace géographique*, 28 (2), 1999, p. 135-147 ; M. Adhikari, *Burdened by Race : Coloured Identities in Southern Africa*, Cape Town, UCT Press, 2009.

politique, de perpétuer leur sentiment de proximité avec les Blancs, qui votent massivement pour ce parti, et de barrer l'accès des élites noires de l'ANC à la formulation des politiques publiques locales. Voter pour la DA est aussi un moyen de proclamer son soutien aux personnes souffrant du même déclassement social et racial. Lorsqu'ils expliquent leur adhésion à ce parti, les enquêtés emploient fréquemment le « nous », arrimant leur choix politique à un groupe racial déterminé.

La socialisation politique, façonnée par l'appartenance à une communauté, se révèle ainsi particulièrement saillante dans le cas des Métis et se perpétue dans l'enceinte de l'occupation. L'homogénéité raciale persistante dans une grande partie des lieux qu'ils fréquentent contribue à forger chez eux une opinion favorable aux idées libérales portées par la DA et hostile aux idées progressistes véhiculées par les partis de gauche et les mouvements sociaux, tel RTC.

Né en 1962, d'un père peintre en bâtiment et d'une mère employée aux services postaux de Woodstock, George a quitté l'école à 16 ans, et était en 1980 ouvrier spécialisé chez Cape Cobra Leather, une manufacture de cuir située dans le quartier. En 1990, il a appris l'ingénierie mécanique, mais n'a pas trouvé de travail dans ce secteur une fois sa formation terminée. Après plusieurs emplois qu'il jugeait insatisfaisants puisqu'ils ne mettaient pas en valeur ses compétences récemment acquises, il est retourné travailler chez Cape Cobra Leather. Le sentiment d'une impossibilité d'ascension sociale par le travail en raison de son appartenance raciale métisse, aussi bien pendant l'apartheid qu'après, conforte ses préférences politiques : « Avant (...) j'étais trop noir pour étudier ou pour obtenir un job, et [maintenant] je ne suis plus assez noir ». En 2014, après plus de vingt ans de location et malgré les promesses de relogement de son propriétaire, lui et son épouse, enceinte de leur deuxième enfant, ont été expulsés de leur appartement. La perte de logement et la rupture concomitante avec la mère de ses enfants ont fragilisé sa santé psychologique. Grâce au pasteur de la paroisse locale dont il est proche, il s'est installé alors gratuitement dans un conteneur à l'arrière du temple, puis a logé chez sa sœur. Son investissement au sein du temple lui a redonné le moral. En 2016, il s'est joint aux réunions de RTC après avoir entendu parler de l'action du mouvement par le pasteur et a introduit une demande de logement. S'il se reconnaît dans l'approche d'assistance de RTC, puisqu'elle correspond aux valeurs de charité véhiculées par sa paroisse, George n'adhère pas aux discours politiques portés par le groupe. Comme de nombreux habitants de l'occupation, il pense que la DA réalise du bon travail au Cap et qu'elle constitue une barrière indispensable pour contrer l'action du gouvernement de l'ANC.

George concède avoir beaucoup appris auprès de RTC sur le déroulement juridique des évictions, mais il estime que le mouvement n'a nullement influencé son opinion politique. S'il participe à quelques réunions, il est absent de la majorité des manifestations de rue, qui sont dirigées contre des personnalités de la DA et donc incompatibles avec ses opinions politiques et ses croyances religieuses. En outre, il considère que les prières, dont celle réalisée une fois par mois devant la Chambre des députés en soutien aux députés de la DA, ont un « pouvoir supérieur » à l'action politique. Le temple, dans lequel nous avons d'ailleurs eu notre entretien, et la prière ont été pour lui des repères dans une période d'instabilité marquée par la rupture conjugale et l'expulsion locative. L'allégeance à l'institution religieuse l'emporte ici sur l'allégeance à RTC.

Selon Mayer Zald²², la socialisation politique secondaire s'opère surtout à partir de logiques partisans, dans la mesure où les politiques institutionnelles prennent une place plus importante que les pratiques contestataires dans la vie quotidienne des citoyens. En outre, cette adhésion partisane peut générer une sympathie ou au contraire une animosité qui jouera un rôle dans le processus d'identification (ou de non-identification) au mouvement social. Les préférences politiques des enquêtés, marquées par une orientation à droite au sein du spectre politique sud-africain, ont trois conséquences principales.

Tout d'abord, elles érigent un fossé entre des opinions solidement ancrées dans leurs expériences et leurs pratiques et les attributs de la figure de l'engagé prônée par RTC, façonnée par la culture politique des mouvements contestataires traditionnellement ancrés à gauche. Il est coûteux pour ces personnes de rompre avec des opinions orientées à droite et valorisées au sein de leur groupe racial et social. Les animateurs de RTC, pour la plupart socialisés à la contestation politique contre l'apartheid, doivent donc redoubler d'efforts pour parvenir à remettre en cause les convictions politiques que les habitants ont acquises sur le temps long. De plus, la propension des habitants à se mobiliser est réduite par la faible culture contestataire au sein de ces réseaux, souvent hostiles aux mouvements militants associés à l'ANC avant 1994. Ce dernier constat conduit à porter la réflexion sur la valorisation sociale des activités militantes parmi les Métis. Les thèses de la DA étant particulièrement populaires auprès d'une importante frange de cette population, il est difficile d'endosser publiquement un rôle de réfractaire. Les individus prendraient le risque de se quereller avec des proches. Si Mavis, par exemple, n'assume pas auprès de sa famille de vivre dans l'occupation, c'est certes en raison d'un sentiment de déclassement social, mais aussi à cause de la forte connotation politique du lieu. La valeur sociale d'une

22. Mayer Zald, « Ideologically Structured Action: An Enlarged Agenda for Social Movement Research », *Mobilization: An International Quarterly*, 5 (1), 2000, en ligne.

cause revêt donc une signification différente selon le contexte²³ et l'espace social dans lequel elle s'inscrit.

Ensuite, cette socialisation politique orientée à droite et fondée sur un sentiment d'injustice collective peut aussi affecter la capacité d'agir, les individus considérant qu'ils sont impuissants à changer les choses. Les discours mobilisateurs des *leaders* de RTC qui tentent de transformer la détresse en indignation collective se heurtent à l'opinion favorable que les habitants de l'occupation se font du pouvoir municipal. Ceux-ci supportent leurs conditions de vie et les relativisent, estimant que leur condition, partiellement stabilisée avec l'occupation, « pourrait être pire ». Lassés et désenchantés par les acteurs publics en général, ils considèrent que RTC, quoi qu'il arrive, ne parviendra pas à infléchir l'agenda national de l'ANC. Le rassemblement de personnes démunies, faisant l'expérience de la privation, partageant le sentiment d'être méprisées et ayant une image dévalorisante aussi bien d'elles-mêmes que de leurs voisins, produit ainsi un « effet d'entraînement vers le bas »²⁴ et rend hors de portée toute expectative d'amélioration. Dans son enquête sur les expulsions locatives à Milwaukee, Matthew Desmond note, lui aussi, que la faible estime de soi et de ses voisins ainsi que le manque de confiance dans l'action politique constituent un obstacle à l'organisation collective²⁵. Plusieurs chercheurs ont montré qu'un changement de perception à la fois du pouvoir politique et de la capacité d'action des individus est nécessaire pour déclencher le levier de la mobilisation²⁶. Ces deux paramètres peinent à s'ancrer parmi les habitants socialisés aux idées conservatrices, qui perçoivent les effets et résultats possibles de l'action contestataire, et plus généralement de l'action politique, comme insignifiants.

Enfin, même si les expressions de racisme sont formellement interdites dans l'occupation, envisagée comme un espace étanche aux préjugés sociaux, la supériorité raciale décrétée pendant des siècles imprègne encore certains habitants. Comme dans le cas du Freedom Summer²⁷, pourtant fondé dans l'objectif de promouvoir les droits civiques, les tensions raciales traversent le mouvement et débouchent parfois sur des conflits. Lors d'un entretien, Adamo, un occupant burundais de 33 ans, me confie les injustices et préjugés qu'il subit régulièrement de la part des habitants et fait part d'une vive dispute à ce sujet avec une *leader* métisse. Les habitants de Woodstock, métis pour la quasi-totalité, véhiculent des idées communément diffusées et admises dans leurs cercles d'amis ou leurs familles. Or une grande partie des actions menées par RTC sont organisées en

23. Érik Neveu, Olivier Fillieule, *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2019.

24. Pierre Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Le Seuil, 2007.

25. Matthew Desmond, *Avies d'expulsion. Enquête sur l'exploitation de la pauvreté urbaine*, Montréal, Lux Éditeur, 2019.

26. Doug McAdam, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 1984 ; Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Éditions Textuel, 2004.

27. D. McAdam, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, op. cit.

collaboration avec l'occupation de Sea Point, majoritairement composée de Noirs issus des *townships*. Les préjugés racistes peuvent donc freiner la mobilisation aux côtés de ces derniers et affaiblir la cohésion de l'ensemble du mouvement, au-delà du quartier de Woodstock.

La proximité spatiale et le quotidien comme entraves à l'engagement et opportunités pour le limiter

S'interroger sur les conditions situées de possibilités ou de contraintes qui favorisent le passage de l'habitant au militant semble primordial pour compléter l'étude de leurs carrières. Le ralliement des résidents au mouvement social ne s'effectue pas dans un cadre neutre, mais est constitutif des interactions vicinales et des situations de logement dans lesquelles ils se trouvent. Après avoir exploré les biographies des individus à l'engagement limité, je propose d'examiner la façon dont l'espace et les interactions qui s'y déroulent inhibent les potentialités de l'engagement au sein du groupe.

Les interactions sociales de voisinage comme freins à l'action collective

La proximité physique entre les individus facilite la constitution numérique des groupes militants. Toutefois, s'il favorise le recrutement, ce critère spatial ne constitue pas systématiquement un moteur sur le long terme et peut au contraire brider l'action collective. La littérature sur les squats²⁸ a fétichisé la proximité spatiale et la portée politique des actions quotidiennes dans un espace restreint, en rappelant qu'elles permettaient la diffusion et l'apprentissage des expériences démocratiques et d'une culture politique. La participation à un mouvement social étant considérée comme un vecteur potentiel de socialisation politique secondaire, tout laisse à penser qu'en prenant part aux affaires de la vie locale régies par l'organisation au sein même de l'occupation, les habitants se socialiseront aux enjeux politiques. Ces observations doivent néanmoins être nuancées, notamment parce que le voisinage et les événements de la vie quotidienne peuvent au contraire dégrader les sociabilités locales et contrarier l'engagement au sein du groupe.

28. Hans Pruijt, « The Logic of Urban Squatting », *International Journal of Urban and Regional Research*, 37 (1), 2013, p. 19-45 ; Carlotta Caciagli, « Housing Squats as “Educational Sites of Resistance”: The Process of Movement Social Base Formation in the Struggle for the House », *Antipode. A Radical Journal of Geography*, 51 (3), 2019, p. 730-749 ; Luke Yates, « Everyday Politics, Social Practices and Movement Networks: Daily Life in Barcelona's Social Centres », *The British Journal of Sociology*, 66 (2), 2015, p. 236-258.

Selon Florence Passy, les interactions sociales constitueraient la pierre angulaire de la continuité de l'engagement²⁹. Elles définissent en effet et redéfinissent dans le temps les préférences des acteurs, et leur permettent, ce faisant, de décider de leur participation, celle-ci pouvant être plus ou moins intense. Cette définition met en relief le caractère instable des préférences des acteurs, configurées par les interactions avec le reste du groupe. Il s'agit donc d'analyser ici comment, au lieu d'encourager l'engagement individuel comme l'affirment plusieurs chercheurs³⁰, les interactions sociales représentent un obstacle à un engagement pérenne pour une partie des enquêtés.

Les conflits d'usage sont fréquents lorsque plusieurs personnes partagent des espaces communs. Ils portent généralement sur la prise en charge inégale des tâches ou sur l'usage de certains lieux, à certaines heures, et sont exacerbés en cas d'extrême proximité entre les habitants. Nécessaires à la régulation de la vie sociale, ils peuvent cependant s'envenimer et conduire à la dégradation des liens de voisinage et donc à la fragmentation du groupe mobilisé. Il est donc primordial d'atténuer les dissensions qui émergent et de cultiver la bonne entente au sein du voisinage. Aussi triviaux soient-ils, les arrangements entre habitants au sein de l'occupation peuvent avoir des conséquences sur les dynamiques d'engagement.

Les rapports marchands instaurés entre les habitants constituent un bon exemple de ces arrangements. Un marché informel s'est créé dans l'occupation à partir de prestations de services monnayables. Un des habitants du premier étage est parvenu à chauffer l'eau et fait payer 10 rands (environ 65 centimes d'euros) chaque douche chaude. Les tours de nettoyage des espaces communs, organisés collectivement, sont également négociables : pour 30 rands (environ 1,85 euro), vous pouvez passer votre tour et déléguer la tâche à votre voisin. Certains, comme Jackie, préparent des petits plats à vendre pour les voisins, Marushka confectionne des boucles d'oreilles qu'elle n'arrive pas bien à vendre car ses « voisins n'ont pas de goût », dit-elle³¹. Les relations économiques, assumées et normalisées entre habitants, sont source de discordes. La création de nouveaux fonds de commerce informels dans l'enceinte du quartier, par exemple, attise régulièrement les tensions. En avril, Linda, ouvrière à mi-temps dans une usine textile et qui a récemment emménagé, m'ouvre fièrement les portes de son nouveau commerce avec l'aval de RTC dont elle est une des *leaders*. Les recettes sont partagées entre elle et la « propriétaire » attirée du local. Ravie de l'ouverture de ce nouvel espace, elle chuchote qu'il suscite convoitises et jalousies, mais qu'elle s'en fiche et qu'après tout elle vendait des bonbons bien avant tout le monde.

29. F. Passy, *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Librairie Droz, 1998.

30. Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009 ; Marcos Emilio Perez, « Becoming a Piquetero: Working-Class Routines and the Development of Activist Dispositions », *Mobilization : An International Quarterly*, 23 (2), 2018, p. 237-253.

31. Conversation informelle avec Marushka, le 18 octobre 2018, à son domicile dans l'occupation.

La vie quotidienne, basée sur une économie de survie circonscrite à l'occupation, donne certes la possibilité aux habitants de s'assurer de menus revenus, mais les engage également dans des rapports marchands – et donc de domination économique – vis-à-vis de leurs semblables. Aussi décomplexées soient-elles – personne n'est frappé par la non-gratuité de prestations qui s'apparentent parfois à de simples services –, ces transactions monnayables inscrites dans le quotidien créent des rapports conflictuels susceptibles d'empiéter sur la qualité non seulement des liens de voisinage, mais aussi des liens de militantisme. Dans certains cas, elles conduisent à l'instrumentalisation des relations de voisinage à des fins commerciales ou à leur mise en compétition.

Les disputes, jalousies et tensions qu'elles génèrent peuvent provoquer le retrait d'individus fâchés avec leurs pairs et, ce faisant, mettre à mal la cohésion du mouvement social. De plus, ces relations créent un rapport de dépendance et de supériorité du vendeur sur son client. Les rivalités économiques peuvent donc enrayer les liens sociaux de voisinage qui forment et alimentent le socle militant. Asef Bayat³² observe que, dans plusieurs communautés pauvres en Iran, les individus ont tendance à entrer en compétition lorsque les ressources – ici spatiales et économiques – sont faibles et à adopter des solutions individuelles pour résoudre leurs problèmes au détriment de pratiques solidaires. Les petites structures marchandes et informelles corrigent donc partiellement des situations économiques précaires, mais la compétition et les conflits qu'elles génèrent peuvent gripper les mécanismes conduisant à l'engagement en faveur du collectif.

Par ailleurs, le partage des espaces de l'occupation peut susciter des rancœurs, lesquelles naissent le plus souvent entre les *leaders* et les autres habitants. Loin de relever de simples inimitiés interpersonnelles, l'expression de ces rancœurs traduit en réalité des rapports de pouvoir entre les individus au sein de l'occupation. Les critiques envers les *leaders* sont régulières. Certains leur reprochent d'occuper les espaces les plus vastes ou les plus lumineux, d'autres se moquent de leur démarche assurée, de leurs discours, de leur façon de s'adresser aux habitants ou même de leur accent. Les rôles de pouvoir sont tournés en dérision par quelques habitants, mais, face à ces *leaders*, ils affichent cependant une attitude de déférence. Les rumeurs qui circulent dans les couloirs sur la déloyauté de *leaders* peu scrupuleux qui soutireraient de l'argent aux occupants sont fréquentes. Ces soupçons traduisent la forte défiance d'une partie des habitants à l'égard des dirigeants considérés comme faisant partie d'une élite locale, aussi proches d'eux soient-ils.

Dans l'enceinte de l'occupation, les réputations se forgent rapidement. Il arrive même qu'elles précèdent l'arrivée des habitants. Trafic de drogues, violences... Les accusations portées contre certains d'entre eux reviennent fréquemment. Les

32. Asef Bayat, « Activism and Social Development in the Middle East », *International Journal of Middle East Studies*, 34 (1), 2002, en ligne.

images stigmatisantes demeurent figées par certains événements de leurs trajectoires. Leurs attitudes sont alors scrutées et le moindre écart est systématiquement associé à leur stigmatisme. Marius³³, par exemple, qui a appartenu à un gang dans sa jeunesse, est assurément « un voyou ». Lorsqu'il s'absente quatre jours consécutifs, les rumeurs vont bon train sur son retour dans un gang obscur auquel il aurait de nouveau fait allégeance. Mercy³⁴, sortie de prison, est forcément « imprévisible et violente ». Anna³⁵ est taciturne, elle « zone » dans le couloir du troisième étage où quelques jeunes consommeraient du crack, elle est donc droguée.

La consommation de drogues est largement réprouvée. Le sujet revient fréquemment dans les réunions et de nombreux habitants montrent du doigt leurs voisins et notamment les plus jeunes. Il convient donc d'éviter la fréquentation de ces consommateurs, aussi bien dans les réunions que dans l'enceinte du quartier. La stigmatisation peut aussi s'appliquer à certaines caractéristiques physiques ou pratiques sexuelles. Marushka se plaît à me répéter le mépris qu'elle éprouve pour une cadre du mouvement en surpoids et la qualifie toujours de *fat woman*. Un soir, alors qu'elle est ivre, elle frappe à sa porte et l'insulte vivement. Depuis, elle craint de la rencontrer dans l'enceinte de l'occupation et m'envoie parfois des messages par téléphone pour savoir si elle viendra à telle ou telle réunion prévue. Marushka et Marius me décrivent les tromperies et relations sexuelles débridées de leurs voisins. Ils ne sont pas les seuls à être friands de ragots et de commérages. Les rumeurs se répandent comme une traînée de poudre et façonnent les réputations des résidents. Ainsi, à partir de certains traits, souvent grossièrement forcés, des rôles se dessinent. Le gangster, le patriarche, le dévot religieux, le bricoleur et le Casanova sont tous présents sur scène. Les femmes, quant à elles, sont soit cantonnées à des rôles domestiques, soit dévalorisées sexuellement : la bonne cuisinière, la mère aimante, la fille facile et la « mal baisée » font, elles aussi, leur apparition dans la pièce. Lorsqu'elles sortent de ces rôles sexués, elles sont encore plus stigmatisées, comme c'est le cas pour Mercy, ancienne détenue, ou pour Anna, accusée de consommer de la drogue. On retrouve ces bavardages malveillants dans de nombreux espaces sociaux. Ils flattent les egos des colporteurs et ont pour fonction « d'exclure et de trancher des liens »³⁶ en confortant les groupes, chacun s'employant ensuite à ajouter de nouveaux commérages toujours plus désobligeants. Les potins visant certains *leaders* servent également à soulever des oppositions face à des règles et normes perçues comme trop strictes et contraignantes.

33. Conversations informelles avec plusieurs habitants dans l'occupation, octobre-novembre 2018.

34. Entretien réalisé le 16 octobre 2018, au domicile de Mercy dans l'occupation.

35. Conversations informelles avec plusieurs habitants dans l'occupation, octobre-novembre 2018.

36. Norbert Elias, *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997.

Ainsi, les habitants tentent parfois d'éviter la présence de personnes de mauvaise fréquentation et limitent leur engagement à de simples transactions de voisinage. S'ils se sentent forcés de cohabiter avec eux, ils préfèrent ne pas se joindre aux activités adjacentes proposées par le groupe. Ils s'épargnent ainsi des rencontres inconvenantes pendant lesquelles ils se retrouveraient face à des voisins susceptibles de les exaspérer ou vis-à-vis desquels ils éprouvent de l'embarras. Rita, âgée de 60 ans et sans emploi, m'explique que, à cause des comportements déviant de certains habitants, elle évite de passer du temps à l'intérieur de l'occupation et de fréquenter longuement ses voisins : « Les gens ici, ils boivent et ils fument et... ils profitent de la vie (...), ils font comme si tout leur était dû. Mais tous les jours je me dis : "Je ne suis pas là pour surveiller ce que les gens font. Ils retournent tout, et après tu dois venir et nettoyer". Tu vois, je ne veux pas vivre dans un bazar pareil. Si je vois quelque chose, je nettoie, mais après je m'en vais »³⁷.

Toutes ces critiques ne sont pas anodines, elles s'accompagnent souvent d'une évaluation négative de la capacité d'action du groupe. Les individus sont moins enclins à se mobiliser lorsqu'il s'agit de le faire aux côtés de personnes dont la conduite leur semble inappropriée. L'organisation du voisinage étant considérée comme défaillante, ils dévaluent l'aptitude du groupe à défendre des intérêts politiques plus larges. Cependant, la critique ouverte et le retrait ne sont pas les seules stratégies d'évitement déployées par les habitants.

Les ajustements du militantisme

L'organisation réclame des habitants un engagement soutenu, caractérisé par la participation régulière aux réunions du groupe et aux actions politiques externes. Il faut se plier à ces impératifs si l'on ne veut pas être stigmatisé par les cadres du mouvement et subir les sanctions disciplinaires prévues le cas échéant. Il convient alors de s'intéresser aux ajustements individuels et collectifs qui rendent l'engagement limité possible et acceptable. Ce point est important car c'est grâce à ces adaptations que l'individu peut rester dans l'occupation et préserver ses relations de voisinage, sans toutefois répondre strictement aux normes d'engagement militant imposées par les dirigeants de RTC.

Si les liens de sociabilité, potentiellement conflictuels, peuvent « desservir le processus d'engagement à la cause »³⁸, les investissements émotionnels concurrents sont également susceptibles de détourner les acteurs d'un engagement pérenne au sein du groupe. Dans cette zone intermédiaire, située entre espace privé et espace public, qu'est l'occupation, les habitants peuvent s'engager de façon

37. Entretien réalisé le 24 octobre 2018 avec Rita, dans l'occupation.

38. Rosabeth Moss Kanter, « Commitment and Social Organization: A Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities », *American Sociological Review*, 33 (4), 1968, p. 499-517.

exclusive sans paraître déroger aux règles du mouvement. En revanche, et parce qu'elle ne s'inscrit pas comme lieu concurrentiel puisqu'elle est régie par le mouvement social, l'occupation offre à chaque habitant la possibilité de véhiculer une image de soi favorable : celle du bon voisin investi dans les affaires locales. Paradoxalement, la forte imbrication de la sphère du voisinage et de celle du militantisme ne favorise pas le passage à une participation soutenue et continue, mais peut conduire à un surinvestissement dans la première afin de se délivrer de la seconde.

C'est ainsi toute une palette d'attitudes minimales et ancrées dans le quotidien qui est déployée et participe à la préservation de relations apaisées entre voisins tout en sauvegardant les apparences de l'engagement individuel auprès des cadres du mouvement. De nombreux habitants limitent leur participation à l'arrangement des conditions de vie à l'intérieur de l'occupation, à travers des activités bénévoles telles que le bricolage, le nettoyage, l'organisation d'activités pour les enfants. Par ces menus services et accommodements, ils prennent soin de leur espace partagé et font en sorte que les problèmes liés à la régulation du voisinage n'affectent pas leur sphère privée. En répondant à la contrainte sociale par une action dans leur espace quasi immédiat, ils limitent toute contamination de leur espace privé et se mettent aussi à l'abri d'éventuelles mesures disciplinaires.

Une autre série, cette fois de stratégies d'évitement, accompagne ces pratiques localisées. Les habitants trouvent des arrangements pour ne pas être présents lors de certains rassemblements, en faisant par exemple signer par d'autres les listes d'émargement en début de réunion. Ils prétendent qu'ils seront présents aux actions, mais finalement ne s'y rendent pas, prétextant un oubli ou une activité externe. Selon James, certains d'entre eux se cachent lorsqu'ils voient un taxi collectif prêt à partir pour une manifestation. Ils feignent d'être absents et n'ouvrent pas aux militants qui viennent frapper à leur porte pour les exhorter à participer aux actions³⁹.

Pour ces personnes, le militantisme est perçu comme une activité chronophage et sans répercussions sur leur vie quotidienne, alors que les activités exercées dans l'occupation ou la sphère privée ont des effets immédiats et visibles sur leur qualité de vie. En collectivité, ils adoptent alors la posture de la « figuration », c'est-à-dire qu'ils agissent de façon à ce que personne ne perde la face⁴⁰. On en arrive à un état de fait, ces attitudes se normalisant au sein du groupe au point de se transformer en pratiques courantes et acceptables. Chacun en fait l'apprentissage et se les approprie, gardant en tête la façon dont ses actes peuvent être discernés et interprétés par les autres. Partagées par une grande partie des habitants, elles les protègent du regard d'autrui et des sanctions individuelles, tout en s'ajustant *a minima* aux attentes formulées par le mouvement.

39. Entretien réalisé le 5 octobre 2018, au domicile de James dans l'occupation.

40. Erving Goffman, *Interaction Ritual: Essays on Face-to-Face Behavior*, New York, Doubleday, 1967.

Implication restreinte dans les tâches de l'action collective, l'engagement situé diffère de l'engagement distancié tel que défini par Jacques Ion⁴¹, c'est-à-dire ponctuel, anonyme et résiliable à tout moment. S'il partage avec ce dernier l'intermittence de la participation, il s'en distingue par la limitation de cette dernière à un espace restreint. Cet investissement cantonné aux activités de la vie quotidienne et locale est nécessaire pour préserver les interactions de groupe et les avantages matériels garantis par l'institution. Il préserve les sociabilités et la réputation de l'individu tout en évitant un engagement plus chronophage. Toutefois, l'évitement d'un engagement poussé ne constitue pas une finalité et un objectif en soi, mais résulte plutôt d'un état de fait, d'une situation commune « collectivement orchestrée sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre »⁴². Ainsi, les ajustements du militantisme ne sont pas le fruit de calculs cyniques, mais plutôt le résultat de tentatives d'adaptation à un milieu où les contraintes sociales formelles et informelles sont nombreuses.

Cette définition de l'engagement situé peut sans doute s'appliquer à d'autres mouvements sociaux. Néanmoins, pour qu'elle ne soit pas simplement descriptive, mais compréhensive, il était important de cerner les motifs micro et mésosociologiques sous-jacents à ce mode de participation. L'investissement limité des habitants et les ajustements qu'ils opèrent pour le rendre acceptable sont indissociables de leurs carrières, façonnées à la fois par la précarité résidentielle, par leur socialisation politique, mais aussi par la nature des rapports sociaux à l'intérieure de l'occupation. Il serait toutefois pertinent de s'interroger plus longuement sur ses conséquences à long terme sur le mouvement social. Les inégalités d'engagement, loin d'être anecdotiques, sont un sujet récurrent dans les collectifs militants. Le surinvestissement des uns pour compenser l'engagement situé des autres peut susciter un sentiment de frustration et de fatigue militante. Conscients de ce phénomène et soucieux de coller davantage aux attentes des habitants, les dirigeants du mouvement décideront alors de réorienter l'action du groupe vers des pratiques plus localisées et communautaires, au risque de diluer ses capacités de contestation. ■

Margaux De Barros est docteure en sciences politiques et sociales de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et de l'Institut d'études sociales et politiques de l'Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ), et chercheuse post-doctorante au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol, ULB). Ses recherches actuelles portent sur la politisation des fidèles évangéliques dans les quartiers populaires en Amérique latine. Elle a publié « "Occuper" dans un quartier gentrifié : expériences et mobilisations des habitants expulsés de Woodstock au Cap », *Espace populations sociétés* (2-3, 2021, en ligne) et « "It's not just an Occupation, It's our Home !" The Politics of Everyday Life in a Long-Term Occupation in Cape Town and Their Effects on Movement Development », avec Björn Herold, *Interface, a Journal for and about Social Movements* (12 (2), 2020, p. 121-156).

margaux.de.barros@ulb.be

41. Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

42. P. Bourdieu, « Le sens pratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (1), 1976, p. 43-86.

Résumé

Pourquoi une grande partie des résidents de l'occupation de Woodstock au Cap, régie par le mouvement social Reclaim the City, se tiennent-ils à l'écart des activités militantes, pourtant obligatoires, du mouvement ? À rebours d'une analyse dichotomique « actif » versus « passif », je mets en évidence l'adoption par ces habitants d'une attitude médiane, l'« engagement situé », limité à l'espace de l'occupation. À travers la restitution des trajectoires de certains d'entre eux, j'explore la façon dont la réparation de sphères de vie mises à mal par l'instabilité résidentielle, d'une part, la socialisation aux idées conservatrices portées par le parti au pouvoir dans la municipalité, d'autre part, constituent des entraves à un engagement intense en faveur d'un mouvement aux idées ancrées à gauche. Je resitue par ailleurs les subjectivités des habitants dans les conditions interactionnelles de voisinage. Les liens fragilisés par la promiscuité peuvent dégrader les rapports de militantisme et décourager un engagement poussé au sein du groupe. Toutefois, l'engagement situé est rendu possible grâce à des ajustements du militantisme qui permettent aux résidents d'éviter les sanctions et de préserver des relations de voisinage relativement apaisées.

Abstract

Participating without Protesting: The Logics of Situated Engagement within the Reclaim the City Movement in Cape Town

Why do many of the residents of the Woodstock occupation in Cape Town, led by the social movement Reclaim the City, stay away from the movement's mandatory activism? In contrast to a dichotomous "active" versus "passive" analysis, I highlight the adoption by these residents of a median attitude that I call "situated engagement", limited to the space of the occupation. Through recounting some of their trajectories, I explore the way in which the repair of life spheres damaged by residential instability, on the one hand, and the socialisation to conservative ideas carried by the party in power in the municipality, on the other hand, constitute obstacles to an intense engagement in favour of a movement with ideas anchored to the left. I also resituate the subjectivities of the inhabitants in the interactional conditions of the neighbourhood. The bonds weakened by promiscuity can degrade activist relationships and discourage deep engagement within the group. However, situated engagement is made possible through adjustments in activism that allow residents to avoid sanctions and preserve relatively peaceful neighbourhood relations.